

Communiqué de presse

Des annonces en forme d'impossible promesse

La mise en œuvre des annonces du Président de la République d'accueillir tous les élèves tout en appliquant le nouveau protocole va tourner à la quadrature du cercle dans les écoles.

Le volontariat des familles tournait le dos à une école égalitaire, mais l'assouplissement du protocole ne permettra pas d'accueillir tous les enfants dans ce nouveau cadre. L'architecture des écoles, la superficie des salles de classes, leur mobilier et les effectifs de classe resteront des contraintes indépassables. Tous les élèves ne pourront pas revenir à l'école en même temps. Prétendre autre chose reviendrait à mettre l'école et les équipes enseignantes en porte-à-faux. Ces annonces présidentielles n'ont pas été anticipées avec les personnels enseignants, pourtant les premiers concernés, et une fois de plus c'est eux qu'on somme de répondre à cette promesse intenable.

Cet objectif impossible contribue à jeter l'opprobre sur les enseignantes et les enseignants et renforce cette injuste prise à partie publique dans certains médias que le Président n'a pas jugé bon de dénoncer. Or, depuis le début de la crise sanitaire, ils et elles se sont fortement engagées dans l'accueil des enfants des personnels soignants, comme dans le maintien d'un "enseignement à distance" puis dans la réouverture des écoles à partir du 11 mai.

Plutôt que d'afficher une mesure symbolique à deux semaines de la sortie des classes qui ne répond pas vraiment ni à la demande des familles, ni à celle des personnels et qui oblige à revoir les organisations arrêtées depuis un mois, l'école a besoin d'un retour de tous les élèves en petits groupes et d'une anticipation de la rentrée avec la reprogrammation des apprentissages.

Une fois de plus, les annonces se succèdent, la précipitation et le flou dominant, tandis que les équipes d'écoles doivent se débrouiller seules.

Il est plus que temps de leur faire confiance, de les écouter et de les informer autrement que par les médias. Ce sont elles qui tiennent le système éducatif à bout de bras.

Paris, le 16 juin 2020